

## Les objectifs climat-énergie de l'UE pour 2030 : un compromis (nécessaire ?) sur la trajectoire de 2050

La Commission européenne (CE) a publié son paquet climat-énergie 2030 le 22 janvier 2014. Les premières observations révèlent de nettes différences avec le paquet 2020 quant à l'ambition et la nature des mesures. Le paquet climat-énergie 2020 était une proposition politique ambitieuse afin de mettre en place une trajectoire de décarbonisation pour l'UE. Le paquet actuel constitue davantage un accord « économique » essayant d'établir un consensus entre des intérêts très divers. La CE ne précise pas la feuille de route exacte des États membres, contrairement à ce qu'elle avait fait dans le paquet climat-énergie 2020. Désormais, elle s'assurera simplement que tous les pays membres sont « sur la bonne voie », ce qui offrira plus de souplesse.

Le nouveau paquet climat-énergie apporte trois principaux éléments : deux nouveaux objectifs contraignants, une nouvelle structure de gouvernance et de nouveaux paramètres d'EU ETS.

Premièrement, le paquet propose un objectif de 40 % de réduction des émissions de GES au-dessous de leurs niveaux de 1990 d'ici à 2030, ce qui est un bon point de départ. Doubler le plafond de 2020 est le minimum nécessaire pour atteindre les objectifs en 2050. Cependant, l'UE s'est fixée un objectif climatique domestique : plus de crédits internationaux, sauf en cas d'accord international sur le climat. Deuxièmement, la Commission propose que les énergies renouvelables représentent au moins 27 % de la consommation énergétique au niveau de l'UE. Cependant, aucun objectif n'est établi par État membre. Cette décision vise probablement à considérer les pays comme l'Allemagne, qui ont beaucoup investi dans les technologies de production d'énergie renouvelable, la Pologne et le Royaume-Uni, qui souhaitent étudier d'autres possibilités, telles que l'énergie nucléaire et le gaz de schiste. Enfin, aucun objectif d'efficacité énergétique explicite n'a été avancé, dans l'attente du réexamen de la directive sur l'efficacité énergétique mi-2014.

Concernant la gouvernance, la CE se donne le rôle de superviser la politique climat-énergie des États membres sans que des objectifs nationaux ne soient définis, leur donnant de la flexibilité. En complément des plans énergétiques nationaux, la CE a annoncé le développement d'indicateurs de suivi du système énergétique, tels que l'écart de prix des énergies entre l'UE et ses grands partenaires commerciaux pour garder un œil sur l'évolution des marchés internationaux de l'énergie.

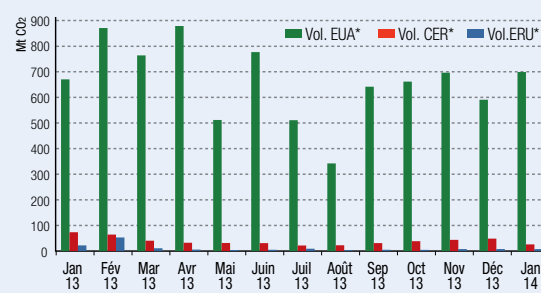
L'EU ETS reste clairement l'instrument majeur pour atteindre l'objectif de GES après 2020 : d'après la Commission, les secteurs de l'EU ETS devront réduire leurs émissions de 43 % par rapport à leurs niveaux de 2005, contre 30 % pour les secteurs hors ETS. L'EU ETS s'établira sur des paramètres révisés, tel qu'un nouveau facteur linéaire de 2,2 %, aucun crédit Kyoto et un nouveau mécanisme de réserve de stabilité du marché. Toutefois, la proposition de réserve de stabilité du marché suscite beaucoup d'incertitude : la modélisation des effets potentiels de ce mécanisme sur le prix du carbone est à considérer avec précaution. Nous devons veiller à ce que cette réserve n'entraîne pas de coûts supplémentaires en raison de cette incertitude.

Alors que la communication est la bienvenue pour donner une certaine visibilité sur le futur cadre réglementaire aux investisseurs, le choix politique d'un objectif pour le développement des énergies renouvelables soulève deux questions en matière de gouvernance et de prix du carbone. Premièrement, selon l'étude d'impact de la CE, l'atteinte de l'objectif de 40 % de réduction des GES impliquerait automatiquement une part des énergies renouvelables de 27 % d'ici 2030. Alors, quel est l'intérêt de définir un objectif ENR si la CE estime qu'il sera de toute façon atteint par l'objectif de GES ? Par ailleurs, la CE laisse aux États membres le soin d'établir leurs objectifs et politiques d'énergies renouvelables et examinera leurs plans s'ils sont jugés insuffisants. Comment ces « ambitions » nationales seront coordonnées ? Deuxièmement, selon l'étude d'impact (voir graphiques page 3), un objectif d'énergies renouvelables supérieur à 30 % conduirait à une baisse significative du prix du carbone. Si l'EU ETS est l'instrument central de la politique climatique, quels seront les effets sur les coûts et les options de réduction si le développement des ENR est supérieur à l'objectif de 27 %— même avec une réserve de stabilité de marché dans l'EU ETS ?

## A retenir

- **Backloading** : la proposition de *backloading* a reçu l'aval du Comité du changement climatique et a été approuvée par la Commission ENVI. Le 6 février, le Parlement européen a voté en faveur de sa mise en œuvre plus rapide.
- **Allocations gratuites** : le 17 janvier, la Commission européenne a approuvé six plans d'allocation de quotas gratuits en 2013. Au total, 370 Mt de CO<sub>2</sub> ont été allouées, soit 42 % des allocations gratuites de 2013.
- **Paquet 2030** : la Commission européenne a publié ses propositions d'objectifs climat-énergie pour 2030, accompagnées d'une étude d'impact, d'un rapport sur le prix et le coût de l'énergie et d'une proposition législative pour réformer l'EU ETS.

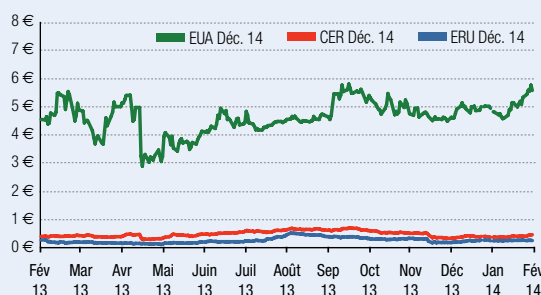
### Volume d'échange : EUA + 18,3 %, CER - 46,4 %, ERU - 1,8 %



\* spot & futures, échanges organisés & de gré à gré

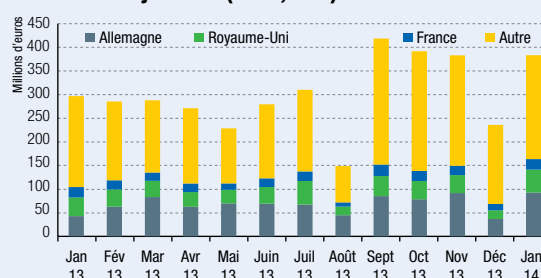
Source : calcul CDC Climat Recherche, d'après données BlueNext, EEX, ICE Futures Europe, NYMEX, Nasdaq OMX, LCH Clearnet

### Prix du contrat Déc.14 : EUA + 3,1 %



Source : CDC Climat Recherche, ICE Futures Europe

### Revenu mensuel des enchères de phase 3 : 382 M€ en janvier (+ 62,5 %)



Source : CDC Climat Recherche d'après ICE Futures Europe, EEX

# Énergie

## Prix des énergies primaires

			Jan. 2014	
Charbon	API # 2 CIF ARA (First month en USD/t)		83,0	▲
Gaz naturel	NBP (spot en €/MWh)		26,9	▼
	TTF (spot en €/MWh)		26,3	▼
Pétrole	Brent (First month en USD/b)		107,3	▼
Électricité	Allemagne (€/MWh)	Spot	38,8	▲
		Calendar	36,4	▼
	Royaume-Uni (€/MWh)	Spot	57,6	▼
		Next summer	62,5	▼
		Next winter	69,8	▼

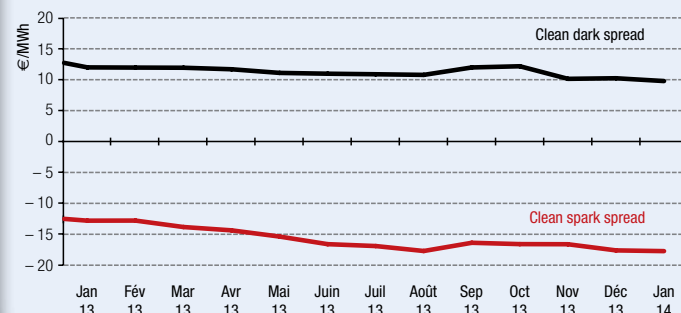
Sources : CDC Climat Recherche, Thomson Reuters

## Clean dark, clean spark spreads et prix du switch

	Clean spark (€/MWh)		Clean dark (€/MWh)		Prix du CO <sub>2</sub> «switch» (€/tCO <sub>2</sub> )	
	spot	à terme	spot	à terme	spot	à terme
Allemagne*	- 15,5	- 17,7	13,3	9,8	31,8	31,1
Royaume-Uni*	11,6	8,6	31,3	36,6	32,4	30,4

\* Allemagne, contrat calendaire 2015, Royaume Uni, contrat été 2015

### Allemagne - Moyenne mensuelle des clean dark et spark spreads du contrat Cal. 2015 en base



Sources : CDC Climat Recherche, Thomson Reuters

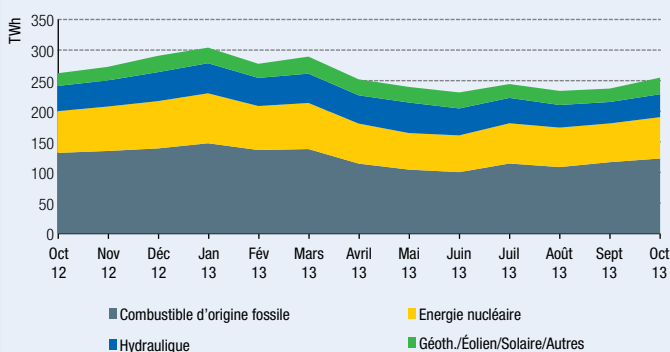
Le prix mensuel moyen du Brent a chuté de 3,1 % en janvier, à 107,3 USD le baril, principalement en raison des mauvaises perspectives économiques dans les pays émergents et de la réduction de l'intervention de la Réserve fédérale américaine. La faiblesse de la demande et l'excès d'offre ont fait pression sur le prix du gaz : les prix du NBP ont chuté de 4,9 % à 26,9 €/MWh, et ceux du TTF sont tombés à 26,3 € MWh (- 5,2 %). Les prix du charbon API2 ont légèrement augmenté en janvier, car le gouvernement colombien a suspendu les exportations de charbon de Drummond. Les prix de l'électricité en Allemagne et au Royaume-Uni ont connu une baisse marginale, à cause du redoux en Europe, et la météo venteuse a fait grimper la production d'énergies renouvelables. Les prix au comptant en Allemagne ont gagné 1,1 %, mais les prix à terme 2015 ont perdu 1,2 %. Au Royaume-Uni, les prix au comptant ont diminué de 3,8 % et les prix hiver et été 2015 ont chuté de 0,1 %. Les prix *clean dark* et *clean spark* ont augmenté sur le marché au comptant allemand, mais baissé sur le marché à terme. Au Royaume-Uni, les prix du *clean dark* ont diminué sur les marchés au comptant et à terme, mais les prix du *clean spark* ont marginalement grimpé. Le prix théorique du carbone qui rendrait rentable le passage au gaz naturel est estimé aux environs de 31 €/tCO<sub>2</sub>.

# Production

## Production d'électricité (TWh)

UE 20	Oct. 13	Cumul depuis janv. 2013	% par rapport à 2012
Production brute électricité	255,2	2 566,0	- 1,5 %
dont fossile*	122,9	1 205,7	- 6,1 %
dont nucléaire	67,7	676,4	- 0,3 %
dont hydraulique	37,5	434,8	4,0 %
dont renouvelables	27,1	249,1	10,3 %

\* Gaz, charbon, pétrole.

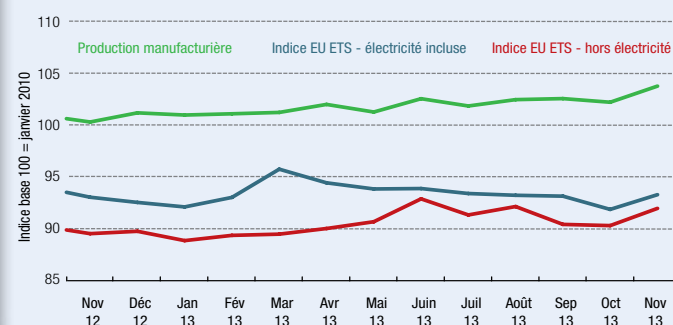


Source : CDC Climat recherche d'après données AIE

## Production industrielle (indice base 100 en 2010)

UE 27	Nov. 13	Variation mensuelle (pts)	Variation sur un an (pts)
Production industrielle (hors construction)	103,7	1,6	2,1
Production des secteurs EU ETS* (électricité inc.)	93,3	1,4	- 0,1
Production des secteurs EU ETS* (électricité exc.)	92,0	1,7	1,6
Electricité, gaz, chaleur	94,0	1,3	- 0,9
Ciment	78,2	0,6	0,6
Sidérurgie	101,4	1,8	4,2
Raffinage de pétrole	93,0	2,6	- 1,9

\* Indice pondéré par le poids des secteurs de l'EU ETS dans les allocations sur 2008-2012

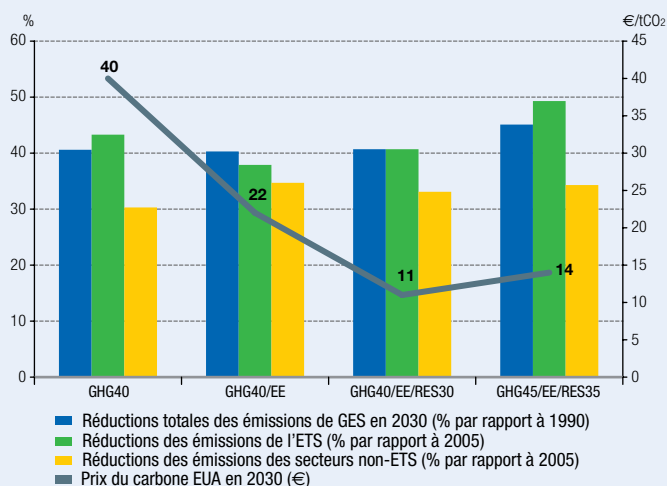


Source : CDC Climat recherche d'après données Eurostat

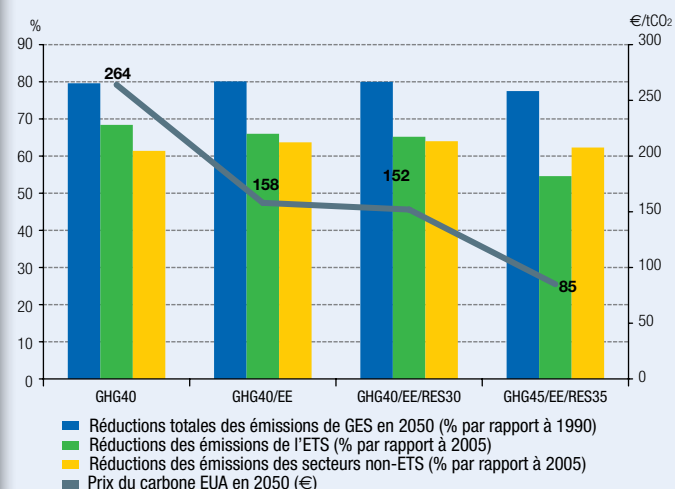
Les chiffres publiés début janvier indiquaient un rebond de 1,5 % de la production industrielle de l'UE en novembre après une chute de 0,5 % en octobre. L'indice des responsables des achats de la zone euro a grimpé à 54 points en janvier, contre 52,7 en décembre, un record depuis 32 mois. L'indice de confiance des industriels de l'UE 27 n'a pratiquement pas bougé en janvier, s'établissant à 0,19. Notre indice de production des secteurs EU ETS a augmenté de 1,4 point en novembre, soutenu par une hausse de 1,6 point du secteur manufacturier. Il ne se situait alors qu'à 0,1 point au-dessous de son niveau de 2012. La production cumulée d'électricité de l'UE 27 entre janvier et octobre 2013 a été de 2 556 TWh, ce qui représente une baisse de 1,5 % sur la même période de 2012. Cette baisse de production cumulée s'est accompagnée d'une augmentation de l'énergie renouvelable (+ 10,3 %) et hydroélectrique (+ 4 %) et d'un déclin des énergies fossiles (- 6,1 %) et du nucléaire (- 0,3 %).

# Coordinations aux politiques 3 x 20 %

## Évaluation des scénarios 2030 : objectifs et prix du carbone



## Évaluation des scénarios 2050 : objectifs et prix du carbone



Remarque : GHG40 est le scénario avec seulement un objectif GES de 40 %, GHG40/EE se réfère à celui avec en supplément des politiques ambitieuses d'efficacité énergétique (EE), GHG40/EE/RES30 se réfère à celui avec en supplément un objectif de 30 % d'énergies renouvelables au niveau de l'UE et GHG45/EE/RES35 se réfère à celui avec un objectif GES de 45 % en supplément des politiques ambitieuses d'EE et un objectif 35 % d'énergies renouvelables au niveau de l'UE.

Le 8 janvier, la Commission européenne a publié son document de travail sur la progression de l'Union européenne en termes de l'efficacité énergétique. Ce rapport conclut que la consommation d'énergie primaire de l'UE a légèrement baissé ces dernières années (-0,3 % en moyenne entre 2005 et 2008) et que de grandes économies d'énergie ont été réalisées depuis 2008. Cependant, la divergence des méthodologies employées pour calculer les économies a soulevé des questions, ainsi que la mesure dans laquelle les économies chiffrées reflètent les efforts d'économie d'énergie. Le 22 janvier, la Commission a publié sa proposition d'objectifs climat-énergie pour 2030. Un objectif contraignant d'au moins 27 % est proposé pour les énergies renouvelables dans l'ensemble de l'UE (pas d'objectif contraignant pour chaque pays membre). Il n'existe pas d'objectif contraignant pour l'efficacité énergétique : ce sujet sera étudié lors de la révision de la directive sur l'efficacité énergétique de l'UE prévue en 2014. Le paquet climat-énergie 2030 propose également un nouveau cadre de gouvernance basé sur des plans nationaux énergétiques.

## Environnement institutionnel

### Tableau du bilan de l'offre de Phase 3

	2013	2014*
<b>Enchères (MtCO<sub>2</sub>)</b>	<b>804</b>	<b>76</b>
<b>Allocation gratuite (MtCO<sub>2</sub>)</b>	<b>887</b>	
Montant total de l'allocation soumis à la Commission après changement	785	
Montant final validé par la Commission et prêt pour allocation	370	

\* Jusqu'à janvier 2014

### Tableau de bord de l'allocation gratuite

	Jan. 2014	Fév. 2014
Nombre de pays ayant soumis leurs tableaux nationaux d'allocation	21	27
Nombre de pays ayant soumis les changements d'allocation	16	25
Nombre de pays ayant finalisé l'allocation gratuite par installation industrielle	8	14

### Offre de crédits URCE et URE (tCO<sub>2</sub>eq)

	Jan. 14	Variation mensuelle
<b>Nombre de projets MDP</b>	<b>11 100</b>	<b>+ 9</b>
<i>Dont enregistrés</i>	7 426	+ 8
<i>Ayant émis des crédits</i>	2 539	+ 17
<b>Volume cumulé de CER délivrés (Mt)</b>	<b>1 428</b>	<b>+ 8</b>
Estimation CDC Climat Recherche de l'offre de CER attendus d'ici 2015 et éligibles à l'EU ETS (Mt)*	2 060	0
<b>Nombre de projets MOC</b>	<b>788</b>	<b>0</b>
<i>Dont enregistrés</i>	604	+ 1
<b>Volume cumulé d'ERU délivrés (Mt)</b>	<b>829,2</b>	<b>0</b>
<i>ERU délivrés par la voie 1 (Mt)</i>	803,8	0
<i>ERU délivrés par la voie 2 (Mt)</i>	25,4	0

\* Modèle de CDC Climat Recherche : <http://www.cdcclimat.com/The-risks-of-CDM-projects-how-did-only-30-of-expected-credits-come-through,900.html?lang=fr>

Le 22 janvier, la Commission européenne a publié sa proposition d'objectif de réduction d'émissions de GES pour 2030 : un objectif domestique de - 40 % en 2030 par rapport au niveau de 1990. Cet objectif implique un objectif de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> de l'EU ETS de - 43 % par rapport au niveau de 2005 et pour les secteurs non-ETS de - 30 %. La Commission a également publié une proposition législative pour réformer structurellement l'EU ETS – par la création d'une réserve de stabilité du marché – et une étude d'impact sur le prix et le coût de l'énergie. Bien que l'effet du prix du carbone sur cette réserve n'ait pas été quantifié, la Commission espère qu'il aidera à réduire le surplus actuel. Le 30 janvier, la Commission ENVI a rejeté les deux motions (celle de l'ITRE et celle des parlementaires européens de l'ENVI) qui s'opposaient à une mise en œuvre du backloading plus rapide. Les parlementaires ont approuvé la demande de réduire la période des 3 mois qui suivent le scrutin. Le 23 janvier, la Commission ITRE a voté contre la proposition d'approche de l'espace aérien et a recommandé de prolonger la proposition de dérogation des vols extra-européens jusqu'en 2020.

# Tableau de bord des marchés du carbone

## Marché primaire - Enchères de quotas EUA en phase 3

		Jan-13	Fév-13	Mar-13	Avr-13	Mai-13	Juin-13	Juil-13	Août-13	Sep-13	Oct-13	Nov-13	Déc-13	Jan-14
Plateforme commune + Royaume-Uni et Allemagne	Prix (€/t)	5,05	4,37	4,06	3,85	3,40	4,23	4,16	4,40	5,19	4,83	4,51	4,62	5,00
	Volume (Mt)	59,63	65,03	70,61	70,19	66,45	65,89	76,65	33,65	80,33	80,62	84,53	50,90	76,31
Revenus (M€)	Allemagne	42,61	62,46	82,86	62,31	69,46	68,98	67,09	44,50	84,82	78,19	91,29	36,66	92,28
	Royaume-Uni	39,40	36,38	34,23	31,05	28,69	35,06	49,65	18,30	42,33	38,40	37,87	18,27	48,43
	France	21,97	19,37	17,50	18,14	13,58	18,29	20,16	8,76	24,28	21,28	19,65	13,43	22,21
	Autres	191,70	166,09	152,26	158,58	116,04	156,10	172,06	76,64	265,65	252,38	232,84	166,63	218,98
	Total	295,68	284,30	286,86	270,07	227,66	278,43	308,96	148,20	417,08	390,25	381,64	235,00	381,89

Sources : EEX, ICE Futures Europe

## Marché primaire - Crédits CER et ERU délivrés (MtCO<sub>2</sub>)

		Jan-13	Fév-13	Mar-13	Avr-13	Mai-13	Juin-13	Juil-13	Août-13	Sep-13	Oct-13	Nov-13	Déc-13	Jan-14
Volume cumulé des CER délivrés UNEP-Risoe (Mt)		1 198	1 208	1 271	1 308	1 335	1 353	1 362	1 369	1 388	1 400	1 409	1 419	1 428
Volume cumulé des URE délivrés (en Mt)	Voie 1 (Mt)	564,6	600,0	651,3	651,3	714,5	757,0	757,0	785,1	801,5	802,4	803,5	803,7	803,8
	Voie 2 (Mt)	22,6	22,7	22,9	22,9	23,9	24,4	24,6	24,7	25,1	26,7	25,4	25,4	25,4

Sources : UNEP-Risoe, CDC Climat Recherche

## Marché secondaire - Prix (€/t) et volumes EUA, CER (ktCO<sub>2</sub>)

			Jan-13	Fév-13	Mar-13	Avr-13	Mai-13	Juin-13	Juil-13	Août-13	Sep-13	Oct-13	Nov-13	Déc-13	Jan-14
ICE Futures Europe	Daily spot	Prix EUA phase 3	5,20	4,59	4,10	3,88	3,51	4,25	4,22	4,41	5,22	4,91	4,53	4,79	4,98
		Volume EUA phase 3	957	19 097	9 452	85 674	14 731	38 427	24 076	5 564	14 672	10 483	7 136	14 965	14 405
		Prix CER	0,17	0,15	0,17	0,09	0,39	0,44	0,53	0,62	0,65	0,56	0,42	0,36	0,39
		Volume CER	327	1 099	1 541	1 901	0	112	0	57	170	0	47	1 204	80
	Déc.14	Prix EUA	5,61	4,94	4,37	4,11	3,72	4,46	4,39	4,58	5,38	5,07	4,69	4,92	5,07
		Volume EUA	70 721	78 927	79 675	112 934	59 334	95 104	48 690	74 289	93 620	135 862	163 545	240 590	450 338
		Prix CER	0,43	0,38	0,37	0,35	0,39	0,48	0,56	0,62	0,62	0,52	0,41	0,35	0,37
		Volume CER	5 883	4 361	2 089	3 885	1 949	8 891	7 134	6 505	12 753	7 949	16 224	20 287	15 305
	Déc.15	Prix EUA	5,87	5,15	4,55	4,28	3,88	4,67	4,55	4,75	5,59	5,28	4,89	5,10	5,26
		Volume EUA	41 647	57 190	49 718	61 556	34 689	91 861	41 204	20 176	46 207	57 629	55 672	57 784	102 312
		Prix CER	0,51	0,43	0,41	0,38	0,46	0,55	0,64	0,70	0,71	0,60	0,48	0,45	0,48
		Volume CER	2 281	2 767	710	1 706	4 087	6 792	2 617	620	3 184	5 586	4 158	10 987	8 766
	Déc.16	Prix EUA	6,17	5,41	4,80	4,47	4,04	4,89	4,75	4,96	5,85	5,54	5,12	5,32	5,49
		Volume EUA	14 054	14 964	22 885	31 151	18 256	27 115	11 902	7 216	26 918	21 449	16 416	17 398	36 721
		Prix CER	0,61	0,54	0,54	0,47	0,51	0,60	0,66	0,72	0,74	0,62	0,50	0,46	0,50
		Volume CER	1 033	322	0	0	0	134	1 134	0	0	0	10	0	689

Sources : ICE Futures Europe

## Position de conformité par secteur et par pays : différence entre les allocations de quotas et les émissions vérifiées

	2008	2009	2010	2011	2012
Combustion	- 253,1	- 113,5	- 125,8	- 76,9	- 40,6
Raffinage de pétrole	- 1,4	7,6	14,3	16,0	24,2
Cokeries	1,5	6,8	2,9	3,1	5,7
Minerais métalliques	4,3	11,0	8,8	8,9	9,8
Sidérurgie	51,6	89,3	71,4	72,8	74,0
Ciment	20,9	61,4	61,0	62,8	74,1
Verre	2,5	6,1	5,5	5,4	6,4
Produits céramiques	5,3	10,0	10,2	9,6	10,4
Papier	6,9	11,3	10,0	11,1	12,9
Autres activités	0,2	4,3	1,3	- 0,7	6,2
Total (Mt)	- 161,3	94,2	59,8	112,1	183,2

Source : CCTL

	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	- 84,0	- 36,6	- 54,4	- 49,5	- 27,8
Royaume-Uni	- 50,8	- 15,0	- 16,8	2,5	- 2,2
Italie	- 8,5	24,1	8,5	5,3	12,8
Pologne	- 3,1	10,8	5,9	4,2	16,1
Espagne	- 9,6	13,7	29,5	18,4	17,4
France	5,5	17,5	23,4	33,9	35,8
Rép. tchèque	5,2	12,2	10,6	12,2	17,1
Pays-Bas	- 6,8	2,8	0,1	8,9	10,6
Roumanie	7,7	24,9	27,7	23,6	26,9
Autres	- 17,0	39,8	25,3	52,7	76,6
Total (Mt)	- 161,3	94,2	59,8	112,1	183,2

Source : CCTL